

Aide aux carburants : le baiser de la mort

Médiapart Ecologie – Jade Lingaard – 23 septembre 2026

https://info.mediapart.fr/optiext/optiextension.dll?ID=zU2m8EEDJY796yv2myEnHGQfSpPrdan38KfMvlfQ-fbr8KoS5QyPnbJWne6QwWfVdAd6JrkUDQ0o6bk_b0I

Prolongement de l'aide aux « gros rouleurs », mais aussi en faveur des secteurs de la pêche, du BTP et de l'agriculture, les mesures annoncées le 22 septembre par le gouvernement pour limiter l'impact de la hausse des prix du carburant rappellent un autre grand numéro de communication.

L'été dernier, entre deux mégafeux et trois canicules, TotalEnergies et Engie ont tenu à informer le monde de leur générosité face à ces catastrophes. Le géant pétrolier a déclaré prendre en charge le coût des carburants terrestres et aériens des sapeurs-pompiers.

Quant au géant du gaz, il s'est lâché dans un communiqué annonçant le versement de 25 millions d'euros pour la reconstruction des forêts détruites : le groupe « mettra à disposition sa connaissance des enjeux climatiques et son expertise en matière d'adaptation des infrastructures pour les rendre plus résilientes ». Un savoir qui s'arrête manifestement aux portes du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), dont les rapports martèlent depuis des lustres que les énergies fossiles, dont le gaz vendu par Engie, sont la première cause des dérèglements du climat.

Quel rapport entre les deux ? C'est « le baiser de la mort ». Dans les deux cas, une entité puissante prétend faire un effort pour alléger la souffrance des plus vulnérables, en se gardant bien de reconnaître sa propre part de responsabilité dans leurs difficultés.

Car si tant de personnes dépendant au quotidien de leur véhicule se retrouvent aujourd'hui prises dans un insupportable étaiu entre leur besoin de se déplacer et leur incapacité de se le permettre, c'est bien la faute des pouvoirs publics. En presque dix

ans d'exercice du pouvoir, Emmanuel Macron et ses gouvernements successifs se sont montrés incapables de libérer leurs concitoyen·nes de la dépendance aux carburants fossiles.

Pourtant, tout était sur la table : les scénarios de décarbonation, les plans de financement, les innovations technologiques, la motivation de grands acteurs institutionnels, la mobilisation d'une partie de la société.

Trop peu a été fait, trop tard, et avec trop de signaux contradictoires. Résultat : les causes systémiques de la révolte des Gilets jaunes en 2018 sont toujours là. Et les effets des bouleversements climatiques se manifestent de plus en plus.